Le Conseil,

Vu le rapport du 16 septembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Depuis de nombreuses années, la chambre de commerce et d'industrie de Lyon en accord avec l'ensemble des collectivités de la Région essaie d'obtenir tant des transporteurs aériens que des gouvernements américains et français, l'ouverture d'une liaison directe Lyon-Satolas-New-York.

L'établissement d'une telle liaison, réclamée aussi bien par les entreprises de la Région que par les investisseurs, les organisations internationales et tous les acteurs de l'économie locale, a été énoncée comme une priorité absolue dans le plan stratégique du développement de l'aéroport.

Après une prospection difficile, le renouvellement de l'accord bilatéral franco-américain, cadre juridique préalable et indispensable à l'ouverture de cette ligne, a incité Delta Airlines, en partenariat avec Air France, à déposer une première demande d'autorisation.

Cet accord bilatéral comporte, pour la période 1998-2002, des restrictions quantitatives à l'augmentation des capacités. Pour 1999, 17 fréquences supplémentaires par semaine seront autorisées. Déjà 42 dossiers ont été déposés, Delta Airlines en ayant pour sa part déposé deux, la ligne Lyon-Satolas-New-York et une nouvelle liaison Paris-Roissy-Atlanta.

La décision définitive sera prise d'ici la fin de l'année. Préalablement, Delta Airlines doit arbitrer entre ses deux projets. Dans l'hypothèse où son choix se ferait en faveur de Lyon, la compagnie demande que lui soit accordée une garantie de ressources destinée à assurer à cette liaison une rentabilité équivalente à celle d'une nouvelle liaison Paris-Atlanta.

Un tel contrat de garantie serait conclu entre Delta Airlines et la chambre de commerce et d'industrie de Lyon. L'avion prévu pour la ligne est d'une capacité normale de 212 places, le groupe Air France s'engageant à acquérir pour chaque vol 110 places. Des études prévisionnelles de trafic réalisées séparément puis conjointement par la chambre de commerce et d'industrie de Lyon et Delta Airlines concluent à un nombre de passagers suffisant pour atteindre dès 1999 les objectifs de rentabilité établis par Delta Airlines. Le coût annuel de fonctionnement a été évalué à 56 millions de dollars environ par Delta Airlines.

Dans ce cadre, la convention de partenariat entre la chambre de commerce et d'industrie de Lyon et Delta Airlines prévoit :

- l'engagement d'une campagne de communication, de promotion et de marketing, en France et aux Etats-Unis, en coopération entre Delta Airlines, l'aéroport de Satolas et la Chambre de commerce et d'industrie, l'ADERLY et tous les partenaires locaux pouvant s'y associer,

- une garantie de ressources apportée à la compagnie Delta Airlines, dans l'hypothèse où les objectifs convenus ne seraient pas atteints au cours des trois premières années. Cette garantie jouerait de manière dégressive sur une durée de trois ans et pour un montant globalement plafonné. Elle ne pourrait pas être mise en oeuvre dans l'hypothèse de :

. la cessation de la liaison en cours d'exercice,
. ou l'ouverture par une compagnie concurrente d'une seconde liaison,
. ou d'un coefficient de remplissage moyen sur l'année égal ou supérieur à 70 % quel que soit le chiffre d'affaires réalisé.

Bien entendu, l'exploitant s'engage à fournir mensuellement à la Chambre de commerce et d'industrie, toutes les conditions d'exploitation, sur des bases de références et des objectifs fixés préalablement (capacité, coefficient de remplissage, tarifications, contribution unitaire, recettes de fret, etc...), un consultant externe pouvant expertiser les données fournies. Ainsi, un suivi précis en temps réel permettrait à chaque partenaire d'apprécier les conditions de maintien ou d'arrêt de la liaison.

Le département du Rhône et la communauté urbaine de Lyon sont sollicités à parité par la chambre de commerce et d'industrie de Lyon pour lui garantir les engagements financiers pris à l'égard de Delta Airlines. Cet engagement du département du Rhône et de la Communauté urbaine de garantie de l'intervention de la Chambre de commerce et de l'industrie serait plafonné globalement à hauteur de 50 MF sur trois ans à raison de : 30 MF pour la première année, 15 MF pour la seconde année et 5 MF pour la troisième année, à répartir également entre le département du Rhône et la Communauté urbaine.

Cette compagnie doit prendre une décision d'ici la fin du mois quant au dossier définitif présenté ;

B - Propose d'accepter les termes de cet accord trilatéral avec les conditions, de garantie et les hypothèses d'exécution ci-dessus mentionnées (et de les rendre définitives) ;

Vu ledit accord trilatéral ;

Vu l'accord bilatéral franco-américain ;

Vu la convention de partenariat entre la chambre de commerce et d'industrie de Lyon et Delta Airlines ;

Oùï l'avis de sa commission développement économique et grands projets ;

DELIBERE

Accepte les termes de cet accord trilatéral avec les conditions, de garantie et les hypothèses d'exécution ci-dessus mentionnées (et les rend définitives).

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,